

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby) propose:

Que la Chambre rejette le programme anti-inflation du gouvernement parce que le contrôle des prix qu'il propose est absolument irréalisable, parce qu'il n'assure aucun contrôle réel des profits ou des revenus des professionnels et parce qu'il est tout à fait injuste envers les salariés du Canada.

—Monsieur l'Orateur, je tiens à vous remercier de votre décision très impartiale et, si je ne semble pas trop présomptueux, intelligente sur la légitimité de cette motion. J'aimerais d'abord déclarer au nom du Nouveau parti démocratique, que le problème de l'inflation est, à n'en pas douter, le principal souci de la grande majorité des Canadiens à l'heure actuelle. C'est le fléau de pratiquement toutes les familles canadiennes. Elle afflige la majorité des travailleurs qui ne sont pas syndiqués. De même, elle afflige les membres des syndicats, hommes, femmes et jeunes gens. Les pensionnés et tous ceux qui vivent de leurs économies sont touchés par le taux d'inflation actuellement très élevé et inadmissible.

Par dessus tout, les 20 p. 100 de la population qui sont les pauvres, du pays, qu'ils soient syndiqués ou non, pensionnés ou non, sont durement touchés par l'inflation. Je le répète: la population tout entière souffre de ce fléau. L'inflation oblige les gens à quitter un logement décent mais pas luxueux pour s'installer dans un logement misérable et ne répondant pas aux normes. Elle force les personnes qui se nourrissent déjà mal à adopter un régime alimentaire qui peut vraiment nuire à leur santé. Elle pousse des familles à renoncer à tout projet de vacances, si modeste soit-il. L'hiver prochain, elle fera perdre aux familles d'ouvriers tout espoir de pouvoir acheter à leurs enfants l'équipement nécessaire pour faire partie d'une équipe de hockey mineur. L'inflation frappe aussi rapidement et durement que cela. Le gouvernement en est responsable dans la mesure où il n'a pas pris ces derniers mois les mesures nécessaires pour l'atténuer considérablement, à défaut de la juguler définitivement.

● (1210)

Les effets de l'inflation sont loin d'être vagues, ils sont bien concrets. Ils touchent les pays différemment. En 1975, le taux d'inflation est différent selon les pays. Certains pays industriels, dont je vous épargne la liste, ont su tenir tête à l'inflation beaucoup mieux que ne l'a fait le Canada, sous la direction du gouvernement actuel. Selon nous, il est impérieux de savoir de quelle façon l'inflation nous touche, car si le diagnostic de nos problèmes est erroné, il se peut que le remède ne soit pas le bon. Il faut que nous tenions compte de l'ensemble des effets de l'inflation. Il importe également de comprendre le profil des dépenses d'une famille type, car cela importe vraiment peu de savoir que les Cadillac, par exemple, coûtent 300, 400 ou 500 p. 100 de plus qu'auparavant, puisque de toute façon, ce n'est pas à la portée de la famille moyenne.

Si l'on se base sur les marchandises dont le prix augmente et les habitudes de dépenses de la famille type, ce que font les néo-démocrates, il faut en arriver à la conclusion que les postes de dépenses les plus touchés sont les produits alimentaires, le logement et l'énergie; or, ils représentent environ 65 p. 100 des dépenses de la famille type. Il est prouvé que, au cours des dernières années, le prix des produits alimentaires, du logement et de l'énergie a augmenté exagérément. Si nous voulons soulager les Canadiens du fardeau de l'inflation, nous devons nous efforcer de faire baisser les prix dans ces secteurs. C'est précisément ce que le gouvernement a négligé de faire avant le jour de l'Action de grâces et c'est précisément ce qui manque dans le programme qu'il a annoncé ce jour-là. Le

Programme anti-inflation

programme de lutte contre l'inflation du gouvernement, son récent budget et ses bills budgétaires n'allègeront pas le moins du monde le fardeau et ne feront pas diminuer le coût de la vie dans les secteurs en question. Au contraire, la hausse de la taxe d'accise sur le pétrole a entraîné une hausse du prix de l'essence pour nos automobiles, du chauffage pour nos maisons, des produits pétroliers pour nos fabriques.

Le gouvernement n'a pas su restreindre les taux d'intérêt et augmenter le nombre de logements, et cela a entraîné une hausse des loyers et du prix des logements au Canada. Il n'a pas non plus donné à la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires le pouvoir d'ordonner la réduction des prix dont la hausse ne se justifiait pas, ce qui a contribué à la hausse du prix des produits alimentaires. S'il ne donne pas à la Commission anti-inflation le pouvoir d'exiger que les prix dont la hausse ne se justifie pas soient ramenés à leur niveau antérieur, cela entraînera une nouvelle augmentation du prix des produits alimentaires. Voilà incontestablement les questions cruciales, les questions décisives. Le gouvernement sait où s'est produit l'inflation et où il doit agir. Mais il n'a absolument rien fait pour tenter de juguler l'inflation.

Je soutiens que le gouvernement n'a rien fait parce que la prise des mesures décisives dans les secteurs que je viens de mentionner le mettrait en conflit avec trois secteurs de notre économie dominés par une poignée de sociétés géantes. Pour aborder la question du prix du pétrole, le gouvernement libéral devrait s'attaquer aux compagnies pétrolières multinationales. Pour accorder les crédits nécessaires au logement et réduire les taux hypothécaires, les libéraux auraient dû affronter les banques et les sociétés de fiducie. Pour réglementer le prix des produits alimentaires au Canada, les libéraux auraient été forcés de s'attaquer aux quelques chaînes de produits alimentaires qui contrôlent ce secteur dans 75 p. 100 des marchés du Canada.

Naturellement, les libéraux ne s'en prennent pas aux sociétés. Au contraire, ils établissent des commissions royales dont l'objet est de blanchir les sociétés le plus possible. La dernière commission royale nommée par le gouvernement libéral, le printemps dernier, après que ce parti en eut exprimé le désir, en est un exemple patent. Cette commission royale n'examinera pas un seul problème causé au Canada par le pouvoir des sociétés ou la concentration d'un tel pouvoir. Les réponses au mémoire présenté par notre parti à l'audience tenue à Ottawa récemment en sont une preuve claire. Le gouvernement n'a pris aucune mesure décisive dans aucun domaine spécifique où l'inflation inquiète les Canadiens, parce que pour ce faire, il aurait été obligé d'affronter d'importantes sociétés dans des secteurs clés, ce que ne fait jamais cela le parti libéral.

Quelle est notre façon d'aborder ce problème? J'ai remarqué que le chef de l'opposition (M. Stanfield) écoute mon exposé. J'espère que je puis le convaincre d'appuyer notre motion. Ce qu'il a dit sur le projet de loi m'a intéressé. Son parti a appuyé l'adoption du projet de loi. Cependant, après avoir entendu le porte-parole des conservateurs parler au peuple au cours de l'émission de télévision «Les affaires de l'État», j'ai l'impression qu'ils se préparent à s'opposer au programme anti-inflationniste au stade de la troisième lecture. Certains partis ont essayé de jouer double jeu dans le passé. J'espère que ce n'est pas le cas du parti conservateur. J'ai le plus grand respect pour son chef et j'espère que, durant ce débat, son parti déclarera qu'il est fortement opposé au simulacre de programme que le gouvernement a présenté.